

## Editorial

### **Quatrième Forum De l'Alliance Mondiale des Villes contre la Pauvreté (Rome, 31 mars-2 avril 2004)**

Aujourd'hui, les villes sont en première ligne dans la guerre contre la pauvreté. Lieux de vie de plus de 50 % des six milliards d'habitants de la planète, les zones urbaines devraient, selon les estimations, représenter 60 % de l'humanité avant 2030 et leur croissance toucherait surtout les pays en développement.

En 1996, lors de l'année internationale de la pauvreté, le PNUD a créé l'Alliance Mondiale des Villes contre la pauvreté, dont l'objectif principal est d'impliquer les municipalités dans la lutte contre la pauvreté.

Après Lyon en 1998, Genève en 2000, Huy (Belgique) en 2002, Rome accueillera, du 31 mars au 2 avril prochains, des représentants de villes et associations membres ou partenaires de l'Alliance Mondiale, le PNUD et d'autres organisations du système des Nations Unies, des représentants de gouvernements et du secteur privé ainsi que des universitaires.

A la suite du 1<sup>er</sup> forum qui a mis en évidence la dimension politique des difficultés des villes africaines pour affronter la pauvreté, une réunion s'est tenue à Alger en 1999, permettant de faire ressortir l'intérêt de partenariat Ville-Etats. Le 2<sup>ème</sup> forum a permis de faire le point sur les activités de l'Alliance Mondiale et a fixé des objectifs : la constitution d'un fonds international de solidarité ; l'élaboration d'une Charte de la Coopération décentralisée ; l'amélioration de l'accès pour tous à l'information. Le 3<sup>ème</sup> forum a privilégié le thème de la participation des femmes à la lutte contre la pauvreté et au développement durable, soulignant le rôle de premier plan que celles-ci ont à jouer dans le processus de décentralisation et de démocratisation des Etats du Sud.

Le programme de ce 4<sup>ème</sup> forum est construit autour de deux axes : la stratégie déployée par la communauté internationale pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et les voies et moyens d'une bonne prise en charge des OMD par les municipalités.

Les thèmes particuliers qui y seront abordés sont :

- les conclusions du Sommet du Millénaire des Nations Unies ;
- la définition et la mise en œuvre des OMD au niveau national ;
- l'appui des institutions du système des Nations Unies ;
- la contribution de la communauté financière internationale ;
- la décentralisation et l'autonomie locale ;
- la bonne gouvernance et la participation locale ;
- la coopération municipale internationale ;
- le financement des projets ;
- les partenariats avec le secteur privé et d'autres acteurs de la société civile.

Suivront quatre ateliers thématiques sur : la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim ; l'éducation et la santé de la femme et de l'enfant ; le développement durable ; le partenariat mondial pour le développement.

Au total, ce 4<sup>e</sup> forum devrait ouvrir la voie à de nouveaux échanges d'expériences, une meilleure mobilisation de ressources et une coopération accrue de ville à ville pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) au niveau local.  
ALP/BN

## Dans ce numéro

### L'EAU

Indicateurs de performance des services de distribution

Citadins et eau dans le monde

Création de structures sanitaires et d'adduction pour les pays ACP  
Agenda

### LA TERRE

Guide pour le changement climatique

Mettre fin à la famine en Afrique

Etats-Unis et Moyen Orient : le pétrole ne fait pas la politique  
Agenda

### LES HOMMES

La faim, pourquoi ?

Pourquoi les compétences augmentent dans les pays les moins développés ?

Mondialisation et marché du travail  
Agenda

### LES ORGANISATIONS

Réforme des institutions africaines

Conséquences économiques de Bâle II  
Nouvelle priorité des collectivités locales  
Agenda

### DROIT, REGULATION

Retour sur le blanchiment de l'argent  
Gouvernance des aides publiques aux entreprises

Agences de rating après Enron  
Agenda

### GEOGRAPHIES

Economie chinoise et mondialisation

Nouvelle stratégie économique en Jordanie

Performances économiques en Mauritanie  
Agenda

### Sources

## L'EAU

### ➤ L'ouvrage

*Indicateurs de performance des services de distribution d'eau - Association Internationale de l'Eau (IWA) - OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU, 2003 - 192 p. - Cote U3.146*

La performance des services publics de l'eau devient une priorité en Europe. Des indicateurs s'imposent de plus en plus au niveau international (conditions d'octroi des prêts par la Banque Mondiale par exemple). Dans ce contexte, l'Association Internationale de l'Eau (IWA) a décidé de fournir aux exploitants des services de distribution d'eau un outil d'analyse de leur performance et de comparaison (benchmarking). Les indicateurs présentés dans cet ouvrage traduisent à la fois les moyens mis en œuvre, la productivité du service et également les résultats et la qualité obtenus. Le système comporte six groupes d'indicateurs qui portent sur les ressources en eau, le personnel, les équipements, l'exploitation, la qualité du service et les aspects économiques et financiers. Trois niveaux d'indicateurs sont proposés comme guide pour la définition des priorités, selon leur ordre d'importance en tant qu'instruments de management. Le panel complet compte 170 indicateurs dont 35 sont considérés comme étant absolument prioritaires.

### ➤ Le rapport web

*Les citoyens et l'eau dans le monde : représentations et comportements à Jakarta, Ouagadougou, Brasilia, Madrid, Munich et Osaka - ACADEMIE DE L'EAU, 2003 - 66 p.*

L'Académie de l'Eau a entrepris auprès de vingt et une villes réparties dans le monde entier une étude internationale sur le thème de la maîtrise de l'eau en ville et de son intégration dans l'urbanisme. La lecture des monographies réalisées permet de prendre conscience de la croissance rapide du besoin en eau et de la diversification de ses usages. Cette démultiplication des besoins a conduit à reconsidérer les problèmes et les techniques des captages de sa distribution et des conditions de l'assainissement. Compte tenu des différences d'infrastructures techniques, des problèmes climatiques et sociopolitiques et du niveau de la demande, il est apparu nécessaire, pour mieux cibler la problématique, de procéder à des études prospectives sur la nature du besoin en eau exprimé par la population. Cette étude permet notamment d'analyser le rôle, sur les rapports à l'eau, d'autres variables environnementales comme les cadres de vie caractérisés par des niveaux de dégradation environnementale et des modes de gestion du circuit de l'eau différents. Elle met en évidence l'ancrage des représentations sociales liées à l'eau dans des conditions sociales spécifiques et le rôle modulateur des représentations sur les comportements de l'individu vis-à-vis de l'eau.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/426.pdf>

### ➤ L'article

*Création de structures sanitaires et d'adduction d'eau pour les pays pauvres des pays ACP - COMMISSION EUROPEENNE, 28/02/2004 - 3 p. - Cote COLL*

La Commission européenne a adopté une proposition concrète concernant l'allocation d'un montant de 1 milliard d'euros, disponible dans la réserve du 9ème Fonds européen de développement (FED), pour améliorer l'accès à l'approvisionnement en eau et aux équipements sanitaires des populations d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). La proposition entend créer un fonds destiné à améliorer l'utilisation de l'aide au développement et prélever dans d'autres sources financières des montants significatifs pour le financement de structures sanitaires et d'adduction d'eau, y compris les investissements dans le secteur privé. Cet effet de catalyseur serait obtenu au moyen d'une assistance technique pour le développement, de la réforme des politiques sectorielles en matière d'eau, de méthodes flexibles et novatrices de financement des projets et de programmes sanitaires et d'adduction d'eau.

### ➤ L'agenda

- *Lancement du rapport Wash sur l'eau et l'assainissement - WSSCC, 18 mars 2004, Paris, France*
- *Journée mondiale de l'eau, 22 mars 2004*
- *Colloque : externalisation de l'eau dans l'industrie - AFITE, 23 mars 2004, Paris, France*
- *Conférence atelier sur la gestion de l'eau douce du Bassin du Congo (Avocats verts) - Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, 22-27 mars 2004, Kinshasa, RDCongo*

## LA TERRE

### ➤ L'ouvrage

***Changement climatique : guide des mécanismes de projet prévus par le Protocole de Kyoto - MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE, MIES, FFEM - Tomes A, B, C, 2003 - 47 p., 84 p. et 94 p. - Cote H4.201***

Les mécanismes de flexibilité, prévus par le Protocole de Kyoto, visent à limiter, à l'échelle de la planète, le coût des politiques d'évitement des émissions de gaz à effet de serre (GES). Les deux mécanismes, Mise en Oeuvre Conjointe (MOC) et Mécanisme pour un Développement Propre (MDP), sont conçus pour concourir au développement durable des pays accueillant les projets en contribuant à les placer sur des trajectoires de croissance sobres en carbone. Le Tome A de ce guide a pour objet de préciser la place des mécanismes de projet prévus par le Protocole, d'en rappeler les principales caractéristiques, les règles d'emploi et d'en illustrer l'intérêt. Les Tomes B et C ont une vocation pratique d'appui au montage de projets et sont principalement destinés aux opérateurs désireux de mieux maîtriser les volets opérationnels associés respectivement à la MOC et au MDP.

➤ *Lire aussi la Revue de presse thématique de RGS/AGC - Hors série, juin 2003, "Protocole de Kyoto : mécanisme de flexibilité"*

### ➤ Le rapport web

***Mettre fin à la famine en Afrique : seuls les petits agriculteurs peuvent y parvenir - Hazell, P. ; Johnson, M. - IFPRI, 2003 - 10 p.***

Contrairement aux prévisions communément admises quant à l'aggravation du déclin économique de l'Afrique, une étude publiée par l'IFPRI en 2002 intitulée "Supprimer la famine en Afrique grâce à la croissance agricole par les petites exploitations", présente une vision alternative plus positive de l'avenir de ce continent. Tirant les leçons des politiques passées et des erreurs de mise en œuvre, ce dossier atteste qu'il est aujourd'hui temps de concentrer les efforts sur les piliers de la croissance afin de revitaliser le secteur agricole. Le succès tient à la coordination de ces efforts au moyen de plans d'action régionaux et nationaux tels que ceux préconisés par l'Agence des États-Unis pour le Développement international (USAID) dans le cadre de sa récente initiative agricole pour stopper la famine en Afrique (Initiative to End Hunger in Africa, IEHA). Ces plans d'actions doivent être conçus conjointement par les donateurs et leurs partenaires africains, afin de promouvoir, pour le secteur agricole, des investissements tenant compte des contraintes locales. Ils doivent être soutenus par une analyse, un contrôle et une évaluation des résultats rigoureux, tout en favorisant la transparence et la responsabilité financière.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/430.pdf>

### ➤ L'article

***Etats-Unis et Moyen-Orient : le pétrole ne fait pas la politique - Noël, P. - SOCIETAL, n°42, 4ème trimestre 2003 - Cote COLL***

Les exercices de prospective modélisée sur le pétrole du Moyen-Orient d'ici 2030 font apparaître un mouvement de concentration relative de l'offre pétrolière mondiale sur cette région. Cependant, il est difficile, selon l'auteur, de trouver une rationalité pétrolière directe à la nouvelle politique américaine vis-à-vis du Moyen-Orient. En effet, s'il existe une dimension pétrolière dans cette politique, elle est plutôt indirecte et elle concerne le risque que les revenus pétroliers alimentent directement ou indirectement à la fois le terrorisme et les programmes d'armements non-conventionnels. L'étude raisonnée des intérêts de l'Amérique par rapport au pétrole du Moyen-Orient suggère que la politique pétrolière des Etats-Unis dans la région gagnerait à la prudence dans la promotion des réformes, voire à un certain conservatisme. L'analyse des textes "doctrinaux" américains confirme que tel devrait être le cas. Cette politique devrait donc continuer d'être marquée par une forte attention aux risques de court terme - en particulier le risque d'une rupture majeure des exportations saoudiennes et un certain "benign neglect" quant aux enjeux de long terme.

### ➤ L'agenda

- 23<sup>ème</sup> conférence régionale - Alimentation et Agriculture pour l'Afrique - FAO, 1-5 mars 2004, Johannesburg, Afrique du Sud
- Forum international pour un partenariat pour le développement durable, UN/DESA, 4-6 mars 2004, Rome, Italie
- 4<sup>ème</sup> Forum de l'Alliance mondiale des villes contre la pauvreté, PNUD, 31 mars-2 avril 2004, Rome Italie

## LES HOMMES

### ➤ L'ouvrage

*La faim, pourquoi ? : un défi toujours d'actualité - De Ravignan, F. - LA DECOUVERTE, 2003 - 122 p. - Cote H10.040*

Instruit par une longue expérience de terrain, l'auteur affirme que la faim, qui ne recule guère dans le monde d'aujourd'hui, est le grand révélateur des désordres économiques et politiques de notre temps. Cet ouvrage, dont c'est la cinquième réédition, informe sur la réalité et dénonce les fausses solutions. Il établit un diagnostic précis de la faim dans le monde, y compris dans les pays du Nord, et ses effets sur la santé et l'économie. Il démonte impitoyablement les réponses plus ou moins bien intentionnées qui aggravent de fait la situation (aide alimentaire, cultures d'exportation, politiques d'industrialisation...). Ce n'est pas la production agricole qui est malade, explique-t-il, mais un système économique qui prive de travail les populations les plus fragiles. Ayant fait ce constat, l'auteur, qui souligne le fait que la sécurité alimentaire et les choix technico-économiques sont des enjeux de pouvoir, impliquant des changements radicaux au Nord comme au Sud, trace les pistes d'une reconquête du travail.

### ➤ Le rapport web

*What Explains Skill Upgrading in Less Developed Countries ? Pourquoi les compétences augmentent-elles dans les pays les moins développés ? NATIONAL BUREAU OF ECONOMIC RESEARCH - Working Paper n° 7846, 2000 - 47 p.*

Ce rapport s'intéresse au paradoxe entre l'augmentation des inégalités en termes de revenus et la relative augmentation de la demande en ouvriers spécialisés, enregistrée au cours des années 1980 dans les pays en voie de développement. Il tente d'identifier dans quelle mesure cette tendance est imputable à l'investissement dans la technologie et l'adoption de technologies nécessitant des formations spécifiques. Il analyse l'impact des décisions prises au niveau de l'entreprise, en termes de capital et d'investissement, d'utilisation de matériel d'importation, d'assistance technique étrangère et de technologie brevetée, sur la demande en ouvriers qualifiés. Il défend en conclusion que ces décisions ont un effet généralement positif sur l'amélioration de la formation.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/428.pdf>

### ➤ L'article

*Globalization and the Labor Market - Mondialisation et marché du travail Rama, M. - Research Observer - BANQUE MONDIALE, volume 18, n°2 - 2003 - pp. 14-19 - Cote COLL*

L'auteur analyse l'impact de la mondialisation sur le marché du travail et la capacité des politiques de l'emploi à en infléchir ou annuler les effets. Il examine également les éventuels effets secondaires de ces politiques. Il ressort de cette analyse les principales conclusions suivantes : à court terme les salaires baisseraient avec l'ouverture aux échanges commerciaux et augmenteraient avec l'investissement direct étranger. Mais à plus long terme, l'effet du commerce sur les salaires deviendrait positif. L'investissement direct étranger contribuerait à augmenter substantiellement les acquis dans le domaine de l'éducation. Les programmes de protection sociale s'avèreraient dans ce contexte plus efficaces dans la réduction des inégalités que les politiques de salaires minimum et d'emploi dans le secteur public.

### ➤ L'agenda

- *Vtèmes journées scientifiques : « le financement du développement et la réduction de la pauvreté » - Agence universitaire de la Francophonie, 4-5 mars 2004, Marrakech, Maroc*
- *Journée internationale de la femme, 8 mars 2004*
- *19<sup>ème</sup> conférence scientifique sur la tuberculose, le VIH/sida et le paludisme sur le thème « les défis des systèmes de santé en Afrique à l'ère de la globalisation », National Institute for Medical Research (NIMR), 8-10 mars 2004, Arusha, Tanzanie*
- *Colloque international "Le droit à l'éducation : quelles effectivités au sud et au nord ?" - Université de Ouagadougou, 8-12 mars 2004, Ouagadougou, Burkina Faso*
- *2<sup>ème</sup> Forum des partenaires de l'initiative de l'OMS « halte à la Tuberculose », OMS, 24-26 mars 2004, New Delhi, Inde*

## LES ORGANISATIONS

### ➤ L'ouvrage

*Reforming Africa's Institutions : Ownership, Incentives and Capabilities La réforme des institutions africaines : propriété, incitations et capacités Kayizzi Mugerwa, S. - BROOKING INSTITUTION PRESS, 2003 - 362 p. - Cote H6.058*

Cet ouvrage analyse l'impact des réformes entreprises en Afrique au cours des dernières années sur le renforcement des capacités institutionnelles, et le degré d'appropriation par les Etats de ces réformes. Les auteurs s'intéressent en particulier à l'impact des réformes du secteur public sur les économies et se demandent si l'appropriation est possible quand ces pays continuent à dépendre massivement de l'aide extérieure. Une partie de l'ouvrage met l'accent sur les questions relatives au processus d'appropriation des réformes par les Etats, à la gouvernance, et au paradoxe du recours à l'aide comme instrument de renforcement des capacités institutionnelles. La seconde partie examine les incitations et les réformes menées au cours des dernières années afin d'augmenter l'efficacité du secteur public africain. La troisième partie est consacrée aux débats que suscitent ce sujet, notamment de quelle manière les capacités institutionnelles ont été affectées par les réformes telles que la privatisation ou le pluralisme politique.

### ➤ Le rapport web

*Bâle II : quelles conséquences économiques ? - Nguyen The, V. - BNP PARIBAS - Conjoncture, 2003 - 15 p.*

Le report en 2004 de la publication de l'accord final du comité de Bâle, après une longue période de consultation, illustre les difficultés et la complexité de la révision du dispositif de contrôle prudentiel des banques. Le dispositif actuel (ratio cook) présente toujours des faiblesses importantes, malgré des améliorations successives, à la suite des modifications intervenues en 1996 pour prendre en compte les risques de marché, et en 1998, pour étendre le périmètre d'application aux produits dérivés. Dans le cadre de Bâle II, la plupart des études publiées portent, soit sur des aspects techniques, soit sur les conséquences directes sur la gestion des banques. Les discussions sur les conséquences économiques, plus rares, sont souvent focalisées sur la question de la procyclicité ou du remodelage de l'offre. L'auteur, en tenant compte de la réalité de la pratique bancaire et des perspectives de la demande de crédit, montre que les conséquences économiques attendues de la réforme semblent beaucoup moins marquées que ne le laissent prévoir les analyses théoriques.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/432.pdf>

### ➤ L'article

*Mobilité internationale : nouvelle priorité des collectivités locales - LA LETTRE D'EGIDE, n° 33, 2004/01 - 5 p.*

Sans attendre la prochaine loi de décentralisation, les collectivités territoriales accentuent leurs actions visant à encourager la mobilité internationale des étudiants et des chercheurs. Ces politiques, bridées par des contraintes financières ou matérielles, rendent possibles une plus grande concertation, aujourd'hui devenue plus que nécessaire, entre tous les acteurs. Quatre encarts sont présentés : enjeu électoral et continuité d'action ; décentralisation, une action renforcée des collectivités territoriales ; collectivités des engagements différents et mobilité, place à la qualité.

### ➤ L'agenda

- *Conseil du Commerce et Développement - CNUCED Réunion directive, 10- 12 mars 2004, Genève, Suisse*
- *CAD-GT-EFF Session spéciale sur le déliement de l'aide, 12 mars 2004*
- *La fête de l'Internet 2004 en Afrique, 15-21 mars 2004*
- *Réunion d'experts pour aider la Commission à réviser la déclaration de Lomé Union Africaine, 21-22 mars 2004, Addis Abeba, Ethiopie*
- *Forum sur les meilleures pratiques de développement de l'esprit d'entreprise dans les pays en transition - Les expériences roumaine et slovaque - UNECE, 31 mars 2004, Genève, Suisse*

**DROIT, REGULATION**

*Le blanchiment de l'argent - Jerez, O. - LA REVUE BANQUE, 2003 - 395 p.*

➤ **L'ouvrage**

Cette deuxième édition, qui constitue une refonte complète de l'édition de 1998, met à jour l'ensemble du dispositif visant à lutter - aux plans national et international - contre le blanchiment de l'argent sale, le terrorisme, la délinquance financière et économique. L'auteur commente et analyse les nouvelles règles et dispositions législatives et préventives, notamment les articles nouveaux du code monétaire et financier, l'ancienne loi du 12 juillet 1990 et la loi NRE du 15 mai 2001, les dispositions répressives, la directive européenne du 4 décembre 2001, les recommandations spéciales émises par le Gafi, les rapports de Tracfin, ainsi que les conventions internationales...

➤ **Le rapport web**

*Rapport "Les aides publiques aux entreprises : une gouvernance, une stratégie" - Levet, J.L. - COMMISSARIAT GENERAL AU PLAN, 2003 197 p.*

Ce rapport propose un diagnostic global du dispositif français d'aides aux entreprises et le situe par rapport à l'évolution de celui des principaux pays développés et à l'interprétation des aides publiques dans le régime communautaire. A partir d'une grille de lecture théorique et de l'analyse empirique, il propose quelques réflexions sur l'évolution de la gouvernance du système d'allocation, de contrôle et d'évaluation ainsi que sur ses finalités possibles. Le rapport est composé de cinq chapitres et traite successivement : 1) les aides publiques, en France, dans l'Union européenne et au niveau international ; 2) les fondements théoriques des aides publiques ; 3) une approche comparative internationale des politiques d'aide ; 4) le système français : gouvernance, recensement, évaluation ; 5) les principaux enseignements et propositions sur le système de gouvernance et la finalité des aides.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/433.pdf>

➤ **L'article**

*Les agences de rating dans le monde post-Enron - Alix, C. ; Mistral, J. SOCIETAL, n° 42, 2003/12 - pp. 21-31 - Cote COLL*

Aux Etats-Unis, les scandales financiers ont déclenché un vent de réformes visant à améliorer la transparence et la gouvernance des entreprises, et à encadrer de façon plus stricte les acteurs-dirigeants des firmes cotées en Bourse, auditeurs et analystes. Les agences de notation financière sont mises en cause, compte tenu de leur impact sur les marchés : on leur reproche de n'avoir pas su anticiper les difficultés, on s'interroge sur certaines de leurs pratiques. Les auteurs s'interrogent sur l'efficacité d'une régulation par le marché et les règles éthiques internes et l'intérêt d'une régulation plus contraignantes. Cet article s'inscrit dans un débat qui agite aujourd'hui, sous l'impulsion de la Commission des opérations de bourse américaine (SEC), tout le milieu financier américain, mais qui concerne en réalité l'ensemble de la finance mondiale.

➤ **L'agenda**

- *Forum des partenaires du développement sur la lutte contre la corruption, CAD, 2-3 mars 2004, Paris, France*
- *13<sup>ème</sup> réunion de la Commission permanente de l'Union Africaine sur la coopération Afro-Arabe, 8-10 mars 2004, Tripoli, Libye*
- *Atelier UNI/UNITAR sur le développement durable et le droit international de l'environnement, 10-11 mars 2004, New York, Etats-Unis*
- *Journée internationale de la Francophonie*

## GEOGRAPHIES

### ➤ L'ouvrage

*L'économie chinoise - Lemoine, F. - LA DECOUVERTE, 2003 - 124 p.*

Ce livre examine l'évolution de la stratégie économique de la Chine au cours du dernier demi-siècle. Ce pays, qui a d'abord misé sur le modèle soviétique et une industrialisation planifiée, a amorcé dans les années 1980 sa transition vers le marché par le retour à l'organisation familiale dans l'agriculture, la poursuivant dans les années 1990 avec la privatisation des entreprises et le renforcement des institutions. L'auteur analyse notamment les structures de l'économie chinoise et souligne que depuis 1979, la Chine se désengage d'industries vieillissantes et trouve les ressorts de sa croissance dans de nouvelles générations d'industries et de technologies importées de pays avancés. La croissance accélérée des vingt dernières années a ainsi permis d'améliorer le niveau de vie de la population mais creusé les inégalités. Enfin, le dernier chapitre présente les grands traits d'un scénario de continuité pour la Chine jusqu'en 2020. Il montre un pays qui est une des premières puissances commerciales mondiales et qui joue un rôle moteur dans la croissance économique de la région asiatique grâce à l'ouverture de son marché intérieur.

### ➤ Le rapport web

*La stratégie économique de la Jordanie pour l'après-guerre en Irak - DREE, 2003/12 - 10 p.*

Au terme d'une année 2003 à haut risque, les autorités ont redéfini les objectifs en matière économique pour tenir compte des changements importants intervenus dans son environnement. Ainsi, a été publié un nouveau plan national d'action sociale et économique, couvrant les années 2004-2006. Il se présente comme le prolongement du Programme de Transformations sociales et économiques lancé en 2002 et dont la mise en œuvre s'est trouvée perturbée par les conflits régionaux. Elaboré avec les conseils du FMI, appuyé sur l'aide américaine, il témoigne notamment de la faible marge de manœuvre dont dispose le pays, en raison notamment de ses problèmes d'approvisionnement en pétrole.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/434.pdf>

### ➤ L'article

*Performances économiques et accroissement des investissements privés en Mauritanie - Collectif - REFA, n° 67, 2003/12 - pp. 5-18 - Cote COLL*

De 1990 à 2001, l'aide publique française à la Mauritanie a été en moyenne de 25 millions d'euros par an. Les perspectives macro-économiques se sont renforcées : le FMI prévoit une croissance de 5 à 6 % par an à partir de 2005, sous l'effet notamment de l'exploitation des réserves de pétrole. La capitale, Nouakchott, dispose d'infrastructures de transport et de communications modernes, d'un réseau routier en constante extension vers la province et qui s'ouvrira très prochainement au Maroc, au Mali et au Sénégal. Ces avantages structurels sont amplifiés par les bonnes performances macroéconomiques du pays au cours des dernières années : taux de croissance de 4,4 %, inflation de 4,3% depuis 1999, réserves de devises équivalant à 12 mois d'importations en 2002. Enfin, les bailleurs de fonds entretiennent avec ce pays une présence multiforme, qui se traduit par un niveau d'aide élevé et dont les résultats commencent à apparaître tant en termes de réduction de la pauvreté que d'amélioration des services de base.

### ➤ L'agenda

- *Colloque Asie "Analyse prospective de l'Asie" - CFCE, 4 mars 2004, Paris, France*
- *Quatrième Forum pour le Développement de l'Afrique - CEA, 7- 11 mars 2004, Addis-Abeba, Ethiopie*
- *1<sup>er</sup> Forum social de la Méditerranée, assemblée générale internationale du Forum social de la Méditerranée (FSMed), 18-21 mars 2004, Barcelone, Espagne*
- *Colloque Asie - CFCE, 1<sup>er</sup> avril 2004, Paris, France*
- *Session de formation "Chine : approche commerciale, interculturelle, juridique et financière" - CFCE, 2 avril 2004, Paris, France*

Cette revue mensuelle des publications sur le développement prend le relais de Pressedoc, synthèse hebdomadaire d'informations externes du groupe de l'AFD dont la parution a été arrêtée en décembre 2002. Elle a pour ambition de donner, chaque mois de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle complète d'autres supports d'information ou d'analyse du groupe - internes ou externes - développés récemment ou en cours d'élaboration. Elle mettra chaque mois l'accent sur l'événement majeur de la période, dans une logique de gestion des connaissances et d'anticipation. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et **n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD** :

*A propos* ■ *Africa confidential* ■ *African business magazine* ■ *African review of money finance and banking* ■ *Afrique agriculture* ■ *Afrique éducation* ■ *Aghrymet* ■ *Bulletin Alter-agri* ■ *Alternatives économiques* ■ *Alternatives internationales* ■ *Arabies* ■ *Archimède et Léonard* ■ *Les carnets de l'Aitec* ■ *Ashgate* ■ *Assexport* ■ *Autrepart* ■ *Aventure au XXème siècle* ■ *Banque magazine* ■ *Bois et forêts des tropiques* ■ *Bulletin de l'Union européenne* ■ *Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria* ■ *Bulletin du club du Sahel* ■ *Bulletin du Conseil général du Gref* ■ *Bulletin du Fmi* ■ *Bulletin du Parlement européen* ■ *Bulletin économie solidaire Ires* ■ *Bulletin Medcoop* ■ *Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse* ■ *Bulletin Objectif Terre* ■ *Bulletin officiel de la Banque de France* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (Ieom)* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (Iedom)* ■ *Bulletin tropical Cahiers/agriculture* ■ *Les Cahiers de l'Ifri* ■ *Les Cahiers de l'Outre-mer* ■ *Les Cahiers d'études et de recherches francophones* ■ *Cambridge Journal of Economics* ■ *Choix* ■ *La chronique Amnesty International* ■ *Commerce international du bois* ■ *Le Courrier de la planète* ■ *Le Courrier des Pays de l'est* ■ *Le Courrier du maire* ■ *Critique internationale* ■ *Déchets, sciences et technique* ■ *Diagoflash* ■ *Dialogue* ■ *Eau potable* ■ *Ecoliers du monde* ■ *Economia* ■ *Economica* ■ *Economie et humanisme* ■ *Economie et prévision* ■ *Economie et sociétés* ■ *Economie et statistique* ■ *Economie internationale* ■ *L'Economie politique* ■ *Economie rurale* ■ *Energie plus environnement et techniques* ■ *L'Environnement magazine, décision environnement* ■ *Revue études* ■ *Les études de la Dgcid* ■ *Etudes foncières* ■ *L'Expansion Management Review* ■ *Eyrolles* ■ *Faim et développement magazine* ■ *Far Eastern Economic Review* ■ *Finances et développement* ■ *Bulletin d'information forêt méditerranéenne* ■ *Forum du commerce international* ■ *Fraternelle* ■ *Fruitrop* ■ *Gafi – bulletin d'informations* ■ *Géopolitique* ■ *Gérer et comprendre - annales des mines* ■ *Grain de sel* ■ *Gret* ■ *L'Harmattan* ■ *Health Policy and Planning* ■ *Hérodote* ■ *Hommes & migrations* ■ *Hydro plus magazine* ■ *Industry and Environment* ■ *Infosuma* ■ *Insee première* ■ *International Rubber Digest* ■ *IRD* ■ *Journal des Communautés européennes* ■ *Journal of African Economics* ■ *Journal of Microfinance* ■ *Khartala* ■ *Lettre Africa Energy Intelligence* ■ *Lettre d'information de l'Adeda* ■ *Lettre d'information de l'Eadi* ■ *Lettre de conjoncture Bnp Paribas* ■ *Lettre de la profession bancaire* ■ *Lettre de l'Atibi* ■ *Lettre de l'Isted* ■ *Lettre de l'Océan indien* ■ *Lettre de Profession politique* ■ *Lettre de transparence* ■ *Lettre du blanchiment* ■ *Lettre du Cean* ■ *Lettre du Cepii* ■ *Lettre du Sahel* ■ *Lettre Gereso* ■ *Lettre mensuelle d'Equilibre et populations* ■ *Lettre mensuelle Ieom* ■ *Lettre mensuelle Iedom* ■ *Liaisons énergies francophonie* ■ *Litec* ■ *Maghreb sélection* ■ *Marchés des céréales* ■ *Marchés du riz* ■ *Le Marin* ■ *Middle East Economic Digest* ■ *Mining journal* ■ *Le Moci* ■ *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment* ■ *Nord- Sud Export* ■ *Les Notes bleues de Bercy* ■ *Note de conjoncture de l'Insee* ■ *Notes et études documentaires* ■ *Notes rapides de l'Aurif* ■ *Les Nouvelles calédoniennes* ■ *Les Nouvelles d'Addis* ■ *Nouvelles de l'Uit* ■ *Nouvelles du sud* ■ *Nouvelles économiques et financières de Tunisie* ■ *Les Nouvelles de l'Office international de l'eau* ■ *L'Observateur de l'Ocde* ■ *Observations et diagnostics économiques* ■ *Ocde* ■ *Oil World* ■ *Option finance* ■ *Péninsule* ■ *Perspectives de l'alimentation Fao* ■ *Perspectives économiques de l'Ocde* ■ *Pétrole & gaz informations* ■ *Peuples en marche* ■ *Politique africaine* ■ *Politique étrangère* ■ *Problèmes économiques* ■ *Repères émergents* ■ *Revue Cambodge actualités* ■ *Revue d'économie du développement* ■ *Revue d'économie financière* ■ *Revue d'économie industrielle* ■ *Revue d'économie politique* ■ *Revue de la stabilité financière* ■ *Revue des concessions et délégations de service public* ■ *Revue des transports urbains* ■ *Revue des questions humanitaires* ■ *Revue du Trésor* ■ *Revue économique et sociale* ■ *Revue humanitaire* ■ *Revue Tiers monde* ■ *Rice Situation and Outlook Report* ■ *Santé et travail* ■ *Savings and Development Sciences* ■ *Journal sécheresse* ■ *Small Enterprise Development Journal* ■ *Sociétal* ■ *Sugar and sweetener* ■ *Syfia international* ■ *Systèmes solaires* ■ *Techniques financières et développement* ■ *Techniques culturelles simplifiées* ■ *Transports urbains* ■ *Transport international Urbanisme* ■ *Vietnam Investment Review* ■ *Villes en développement* ■ *Vivre autrement* ■ *World Bank Economic Review* ■ *World Bank Research Observer* ■ *World Development* ■ *World Economic and Financial Surveys* ■ *World Economic Outlook*.

**Responsable de la rédaction :**

Hervé BOUGAULT

**Coordination :**

Annie LOPEZ PORTZERT

Bertrand NORA

**Réalisation :**

Alfred HUC

Monique LAFFAITEUR

Annie LOPEZ PORTZERT

Chantal SARALLIER

Sylvie SCIANCALEPORE

**Saisie/mise en page**

Francine GILBERT